

LMR - QUESTIONNAIRE

Jacqueline Heinen

Née en 1940 à Genève, dans un milieu bourgeois. Maturité latine faite en traînant les pieds car je ne m'intéressais qu'au théâtre. Diplômée du Conservatoire de Genève, études théâtrales poursuivies à Paris. Comédienne au début des années 60 à Paris et Genève (licence de lettres vite faite durant cette période). Dramaturge et metteuse en scène ensuite, en Europe centrale et dans les Balkans, puis à Lausanne. Par la suite, professeure de français dans le secondaire à Genève durant quatre ans. Puis journaliste et permanente de la IVe Internationale à Paris durant dix ans (CAP de tourneur-fraiseur, chemin faisant...). Puis traductrice pour des organisations internationales, le temps de passer une thèse de sociologie. Devenue, à 50 ans, maître de conférences à Paris et peu après professeure de sociologie. De 1990 à 2008, directrice d'un laboratoire du CNRS et d'une revue sur le genre. Au final, présidente du Conseil national des universités.

Aujourd'hui, professeure émérite (encore active sur divers plans). Ecrit, nage et pratique le chant assez intensément.

Cheminement et circonstances de mon adhésion à la LMR :

A l'automne 1968, je rentrais de Pologne, et venais de passer trois ans en Europe de l'Est où j'avais travaillé, aux côtés de mon mari, en tant que dramaturge et metteuse en scène dans divers pays de la région. Au départ, je ne m'étais jamais vraiment posé de question politiques (hormis le constat que les partis de gauche, en Suisse, se montraient plus généreux envers les institutions culturelles et théâtrales que ceux de droite...), et je pensais naïvement que j'allais découvrir le socialisme et une société égalitaire ! Le choc fut rude, qu'il s'agisse de l'autoritarisme du système bureaucratique, de l'antisémitisme prévalant en Pologne, de la surveillance policière à notre endroit (à Varsovie, un flic nous attendait tous les matins dans le hall de l'hôtel), de la soi-disant autogestion en Yougoslavie (je m'étais heurtée frontalement à la cellule du Parti communiste du Grand-Théâtre de Sarajevo) et surtout de la répression du printemps de Prague, où nous avons travaillé durant un mois à la télévision, en avril 68. Du coup, je m'étais mise à lire Lénine et Marx pour tenter de comprendre quelque chose, mais cela ne m'éclairait pas vraiment... Et ce n'est que le jour où une brochure d'Ernest Mandel sur la bureaucratie me tomba par hasard entre les mains, à mon retour à Genève, que je me dis 'bon dieu, mais c'est bien sûr' ! Du coup, je n'eus de cesse de trouver ceux qui, en Suisse, défendaient une approche analogue sur la situation prévalant dans les pays de l'Est. J'ai alors dévoré les écrits de Trotsky et me suis convaincue de l'utilité d'épouser les causes défendues, en Suisse, par la LMR d'alors.

Au sein de l'organisation

J'ai quelque peine à reconstituer les débuts de mon parcours militant. Les cours de formation ont représenté pour moi quelque chose de très important : je voulais comprendre, comparer, utiliser ces nouvelles connaissances dans le cadre de mon travail au théâtre. A l'époque, les idéaux de mai 1968 imprégnaient fortement la troupe de Vidy (participation collective à toutes les tâches, même salaire pour tous les corps de métiers) et se traduisaient dans le répertoire.

La prise de conscience des conditions de travail de la classe ouvrière, à l'Ouest, m'a par ailleurs permis de saisir, à retardement, les tenants et les aboutissants d'une série d'épisodes vécus à l'Est et a nourri ma perception des inégalités sociales. Je tenais à m'investir plus souvent qu'à mon tour dans les distributions de tracts aux portes des usines (même si ce n'était pas toujours facile à concilier avec mes horaires au théâtre), et je défendais des positions sans doute un brin 'ouvriéristes' (lesquelles m'ont conduite, par la suite, à adhérer à la tendance de la LCR française prônant l'établissement en usine, et à passer un CAP à cette fin).

Mais je ne saurais relater comment je me suis si vite retrouvée membre du Comité central et du Bureau politique de la LMR (dès 1970, je crois). Sans doute l'habitude de parler en public, d'animer un collectif et le fait d'être un peu plus âgée que d'autres ont-ils joué dans cette trajectoire. De quoi étais-je responsable avant que la question des droits des femmes ne fasse irruption dans les débats, je ne m'en souviens guère... En tout cas, je me percevais désormais avant tout comme une militante. Et lorsque le maire de Lausanne, ulcéré par le caractère engagé des spectacles montés à Vidy, décida de couper les vivres qui assuraient à la troupe des revenus réguliers sur base de principes égalitaires, je refusai d'accepter le statut d'intermittent du spectacle auquel nous étions renvoyés et décidai d'opter pour une activité qui me permettrait de me syndiquer et d'agir aux côtés d'autres salariés, en devenant enseignante.

Dans les structures larges

A défaut de pouvoir le faire à Lausanne (une licence obtenue à l'autre bout du lac était nulle et non avenue, à l'époque...), je rentrai à Genève pour faire des remplacements, puis devins titulaire au Collège Calvin – où nombre de mes élèves s'avérèrent des militants de *La Taupe*. Je me syndiquai à la VPOD, où je participai activement aux commissions sur les droits des femmes ainsi que sur les contenus de l'enseignement, et où j'intégrai très vite le comité directeur. Aux côtés de représentants des employés de la ville, mais aussi de jardiniers et d'éboueurs, j'appris beaucoup, à la fois sur le vécu de militants originaires d'autres catégories sociales, mais aussi sur le corporatisme et l'hostilité à l'égard des 'gauchistes'. De là un parcours où, en tant que membre de la direction locale de la LMR (et en tant que syndicaliste sur des positions minoritaires), je fus conduite à souvent prendre la parole au nom l'organisation, que ce soit en tant que candidate militante au Conseil d'Etat genevois, en 1973, pour défendre le projet de loi sur les 40h ou pour appeler à la solidarité avec les peuples en lutte au Vietnam, au Chili, au Sri Lanka, au Portugal ou en Espagne.

J'ai participé aux rassemblements, manifs, meetings ou autres activités féministes, notamment sur le thème de l'avortement, mais sans être un membre régulier d'aucun groupe du MLF, faute de temps d'une part, et parce que j'avais des réserves sur la non-mixité érigée en principe. Le seul lieu, autre que la VPOD, dans lequel je me sois impliquée de façon continue fut le regroupement intersyndical (non mixte de fait) rassemblant à la fois des ouvrières de la métallurgie, membres de la FOMH, pour la plupart immigrées, et des membres de la VPOD genevoises, qui s'efforçaient de faire entendre un point de vue féministe dans leurs cercles militants respectifs.

De par ma position dans l'organisation locale et nationale, j'ai rédigé beaucoup de tracts et d'articles pour *La Brèche* mais suis incapable de me souvenir sur quoi ils portaient précisément, faute d'archives sous la main.

Militantisme au quotidien, relations sociales et loisirs

Apparemment, d'après ce qu'en dit une journaliste de la *Tribune de Genève* me demandant si je consacrais tous mes loisirs à la lutte révolutionnaire, je répondais : « *Je ne peux pas vivre autrement. Je ne trouve pas de place, en tant qu'individu, qui me permettrait de « faire mon petit creux » dans la société telle qu'elle existe actuellement* » (2.11.1973). Après-coup, et au souvenir de certains moments difficiles dans ma vie personnelle, cette déclaration me paraît bien emphatique...

Rapports avec les militant-e-s d'autres organisations

A Genève, j'eus des contacts fréquents avec des militants d'autres organisations (CLP, Parti du travail socialistes, maoïstes plus rarement), à l'occasion d'actions (pas toujours très...) unitaires. Et j'étais une amie proche de plusieurs membres du groupe 'Tout va bien', dont l'un fut mon compagnon durant deux ans (ce qui ne s'avéra pas toujours facile !).

Concernant la politique de la LMR, si j'en crois mes souvenirs quant aux noms d'oiseaux que nous leur attribuions et qu'ils nous retournaient généreusement – dans notre bouche, 'réformistes' était quasiment une insulte, 'centriste', un peu moins méchant quoique méprisant ; dans la leur, 'trotskyste' ne valait guère mieux –, je ne suis pas certaine que nous ayons réellement cherché à jeter des ponts entre nos positions respectives, autrement qu'occasionnellement, et pour des raisons purement tactiques. Le seul qui m'ait ouvert des horizons différents, quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de membres d'autres formations politiques de gauche, c'est Jean Ziegler, à l'occasion de la campagne électorale de 1973. Et j'ai gardé avec lui des relations chaleureuses qui se sont confirmées lorsque nous nous sommes croisés, beaucoup plus tard, dans des congrès de sociologie.

Surcharge de travail

Apparemment, les longues réunions, les week-ends occupés et les multiples tâches militantes ne me pesaient pas trop, mais j'ai toujours été un peu stakhanoviste, une fois engagée dans une voie (et le suis plus ou moins restée...). Le montant des cotisations, pour moi, n'était pas un problème, tant que j'avais de quoi survivre, ce qui était le cas, bien qu'ayant opté, une fois devenue enseignante, pour un service minimum me laissant le maximum de temps libre pour mes activités militantes.

Féminisme et modes de vie

La lutte pour le respect des droits des femmes a marqué toutes les étapes de mon parcours, dès la naissance du MLF. A vrai dire, le moment fondateur est antérieur et se situe à Sarajevo, au tournant de l'année 1967-68. Je travaillais alors comme dramaturge au Théâtre national de Sarajevo (opéra, ballets) en un temps où peu de femmes occupaient ce type de position. Et les techniciens – qui formaient le noyau dur de la cellule du Parti ayant la haute main sur la vie de cette vénérable institution (dans le cadre de la soi-disant 'autogestion'...) – ont tout fait pour me faire craquer. Je n'ai rien compris à ce qui m'arrivait à l'époque, j'ai pensé que cela tenait à ma personne, je m'en suis beaucoup voulu, j'ai pleuré plus souvent qu'à mon tour en rentrant le soir à mon hôtel, mais j'ai tenu bon. Et lorsque, quelques années après (j'étais toujours dramaturge, mais au Théâtre de Vidy, à Lausanne), ont surgi les premiers groupes féministes, j'ai pris conscience à retardement que l'hostilité déclenchée par le fait d'occuper

un poste de décision, quand on est femme, s'inscrivait dans des rapports sociaux qu'il était urgent d'interroger. Je me suis donc mise à lire, à réfléchir là-dessus, et je ne me suis plus arrêtée depuis lors.

L'évolution des mœurs

Le changement dans les rapports sociaux et interpersonnels a sans aucun doute pesé sur le cours de mon existence, si j'en crois la succession de 'Jules' qui ont traversé mon horizon durant dix ans (outre le fait que j'ai été mariée plusieurs fois). J'avais par ailleurs décidé d'aller m'installer dans une commune lausannoise composée, entre autres, de militants de la LMR, lorsque je me suis trouvée enceinte et désireuse de garder l'enfant, mais seule pour l'élever. Puis j'ai fait une x^e fausse-couche, et du coup, je n'ai pas donné suite à ce projet qui, pourtant, me tentait bien.

Rapports homme-femme dans l'organisation

Je me sentais bien seule au Bureau politique en tant qu'unique femme, dès lors que les enjeux des luttes féministes sont devenus clairs à mes yeux (je ne crois pas que c'était le cas auparavant) et nous n'étions pas non plus très nombreuses au Comité central, si mes souvenirs sont bons. Ce n'est pas moi qui ai initié le débat sur la question des droits des femmes, mais bien celles d'entre nous qui, les premières, ont adhéré aux groupes du MLF émergeant alors en Suisse, et qui m'ont incitée à prendre le relais de leurs revendications.

Principe de la non-mixité des groupes de femmes

Sur la non-mixité, j'ai d'abord eu une position ambiguë (voire hostile ?), à ce dont je me souviens, et je ne me suis pas moi-même investie dans les groupes en question. Mais, face aux résistances rencontrées sur le thème des inégalités de sexe dans les rangs de la LMR, ma position a progressivement évolué. Un groupe informel (non mixte de fait) s'est constitué au sein de l'organisation lausannoise, puis dans d'autres villes. Je me souviens du premier congrès (à Bienne ou Neuchâtel ?) où nous sommes intervenues collectivement sur la question, ce qui créa un certain électrochoc dans l'organisation. Alors que plus d'un camarade masculin nous appuya dès le départ, d'autres ne masquaient par leur hostilité, et les ricanements étaient légion lors des réunions de cellules. Quant aux membres des instances de direction, si l'intérêt tactique de surfer de concert avec le mouvement féministe naissant n'avait pas échappé à certains d'entre eux, d'aucuns n'en pensaient pas moins...

L'existence d'échanges – au départ informels – entre les militantes de la LMR épousant un point de vue féministe a permis assez vite la création de commissions femmes internes (à l'échelle nationale et souvent locale) et a forgé entre plusieurs d'entre nous de solides liens d'amitié qui ne se sont pas démentis au cours des années, quelle que soit la disparité de nos parcours ultérieurs.

Loin de résulter uniquement des choix collectifs faits par la direction de l'organisation, mon propre investissement dans le groupe femmes intersyndical genevois évoqué plus haut et dans la commission femmes nationale de la VPOD répondait à un besoin pressant, pour moi, de créer des ponts avec des militantes ayant des expériences de vie et des points de vue différents, mais se heurtant à des problèmes analogues quant au machisme ambiant. Ceci étant, je constate, à la relecture des coupures de presse portant sur ma candidature au Conseil d'Etat genevois en 1973 que, par-delà quelques titres sur le fait que j'étais la première femme

de Suisse à me présenter à un organe exécutif local, la dimension féministe de mes convictions n'est jamais évoquée. C'est donc, très vraisemblablement, que je n'en parlais pas, puisque d'autres dimensions personnelles ou professionnelles sont mentionnées. Parce que ce n'était pas 'dans la ligne', que j'étais un 'bon petit soldat' ?

C'est pourtant en raison de mes interventions réitérées sur le thème des droits des femmes au sein des instances de direction trotskystes auxquelles j'assistais en tant que membre du Bureau politique de la LMR (et de ma présence active aux réunions informelles entre femmes à ces occasions) qu'il me fut demandé, peu après, de venir à Paris prendre la responsabilité de la commission femmes de la IV^e Internationale et, à ce titre, de devenir membre de son exécutif permanent, le Bureau du Secrétariat unifié (organisme dirigeant de l'Internationale, à l'époque).

Révolution, lutte armée et démocratie interne

Pour les raisons évoquées plus haut concernant les raisons de ma prise de contact avec la LMR – à savoir les questions que je me posais au terme de trois ans passés en Europe de l'Est – la dimension internationale de l'organisation a d'emblée été une évidence pour moi, tout comme la lecture des diverses publications de la IV^e Internationale dont la langue m'était accessible.

Concernant les écrits de la LMR, je n'ai rien conservé, car la colère qui m'habitait quand j'ai quitté l'organisation, en 1986, m'a conduite à quasiment tout liquider. Mais en relisant ce que je déclarais moi-même à *La Tribune de Genève*, en 1973, sur « *la nécessité d'un renversement de l'Etat bourgeois, qui ne peut se faire autrement que par le biais d'une violence de masse* », je ne peux que constater combien mon point de vue actuel – que j'aurais sans doute qualifié, à l'époque, de 'réformiste' ou 'soc-dém', sur un ton sans appel – est bien éloigné de celui de la révolutionnaire que j'étais alors.

Pour avoir été impliquée dans des contacts avec des camarades actifs sur le terrain, j'étais convaincue de la nécessité de mener une lutte armée dans certains contextes de dictatures ou de colonisation (en Amérique latine, en Asie ou en Afrique). Mais j'épousais les positions de l'organisation contre le terrorisme individuel, comme en témoigne une déclaration faite à la presse au nom du Bureau politique en 1975, à propos de l'arrestation d'un étudiant de Genève transportant des explosifs volés dans les stocks de l'armée.

Concernant la démocratie interne, j'ai un point de vue quelque peu biaisé car je faisais partie des 'chefs', tant en Suisse qu'en France par la suite, puisque je fus également membre du Comité central de la LCR. Mais j'avais bien conscience que nombre de camarades (des structures femmes en particulier) se plaignaient de ce que leur parole n'était pas, ou insuffisamment, prise en compte.

En Suisse, malgré le discours subversif que je tenais publiquement, je n'ai fait l'objet d'aucune mesure de rétorsion politique (j'ai été nommée fonctionnaire de l'enseignement genevois en 1974), à la différence des multiples problèmes de type policier que j'ai connus en France par la suite.

La prolétarianisation

Je n'ai pas vécu le mouvement de 'prolétarianisation' en Suisse, mais je me suis activement impliquée dans la tendance qui, en France à la même époque, défendait la nécessité d'ancrer notre action au cœur même de la classe ouvrière. C'est ce qui me conduisit à faire un

apprentissage de tourneur-fraiseur en 1980 (j'ai bêtement perdu la pièce usinée – le 'grand œuvre' réalisé par tout postulant au CAP de la métallurgie, en ce temps-là), aux côtés de cinq autres camarades femmes. Certaines d'entre elles ont, par la suite, travaillé plusieurs années en usine. Dans mon cas, le surgissement de Solidarnosc vint sonner le glas de ce projet car on manquait de journalistes parlant couramment le polonais, chez les trotskystes, et on m'envoya donc exercer mes talents sur le terrain.

Par-delà le côté quelque peu naïf de cet élan ouvriériste (peu de militant·e·s ont tenu le choc en usine, à long terme), je suis heureuse d'avoir fait cette expérience car elle m'a amenée à côtoyer, dans un contexte de travail ordinaire, des ouvriers qualifiés passés à l'enseignement dont j'ai beaucoup appris, et qui m'ont aidée à mieux saisir les enjeux de la lutte que j'ai eu la chance de pouvoir observer en Pologne, en tant que journaliste, au quotidien et durant seize mois.

Démission

J'ai démissionné, à la fois de la LCR et de la IV^e, après avoir traversé un conflit très difficile (c'est un euphémisme !), en tant que membre de la direction de l'Internationale. La position politique minoritaire que quelques-uns d'entre nous défendaient sur ce qu'il y avait lieu de faire en Europe de l'Est et en Pologne a donné lieu à une campagne de dénigrement d'ordre policier menée par des 'camarades' de Suisse et de France qui accusaient mon compagnon d'être un espion à la solde d'un organe de la police politique communiste et à une mise au placard (littéralement), durant six mois. La plupart des membres du Secrétariat unifié et de la direction de la LCR ne croyaient pas un mot à ces billevesées (je l'ai su plus tard). Mais dans la tradition des luttes de fraction lorsqu'il y a désaccord politique, ils se sont tus. Jusqu'à ce qu'une commission internationale (mise sur pied à notre demande) ne se prononce pour dégonfler cette baudruche. J'ai vécu cet épisode comme un reflet des méthodes propres à la bureaucratie communiste dénoncée par Trotsky, comme la négation d'un fonctionnement démocratique et de ce que je pensais être au fondement de notre action, comme l'inverse de ce qui m'avait conduit vers cette organisation, suite à mon expérience dans les pays d'Europe de l'Est. J'ai donc claqué la porte.

Après ma sortie de l'organisation trotskyste

J'ai commencé par faire une dépression, dont je suis sortie grâce à l'aide d'une féministe, sociologue et directrice d'un laboratoire du CNRS. Compagne (non militante) d'un dirigeant de la LCR, elle avait lu mes articles parus dans *Inprecor* sur la Pologne et notamment sur les luttes de femmes dans ce pays, et elle est venue me suggérer de tricoter tout cela dans le cadre d'une thèse, que j'ai soutenue deux ans plus tard.

Dès lors, insérée dans un cadre académique, j'ai centré mon attention, que ce soit dans mes recherches ou mes interventions, sur le thème des droits de femmes. Et je me suis impliquée dans divers groupes de réflexion et d'action à ce sujet, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Désireuse de ne pas rester inactive sur le terrain militant, mais refusant toute perspective d'insertion dans une organisation politique quelconque (chat échaudé...), j'ai coordonné durant dix ans, après la chute du mur, une association française, 'Est à Venir', intervenant en Europe de l'Est sur divers thèmes (chômage et droits des femmes, notamment). L'objectif était de favoriser des échanges entre des associations récemment constituées dans sept ou huit pays de la région, qui s'efforçaient de faire face, collectivement, aux retombées économiques

et sociales des bouleversements politiques en cours, et d'autres associations françaises, tel le Mouvement français du Planning familial (MFPF), 'Retravailler' ou 'Elles aussi' (regroupement féministe d'élues locales). Ce qui, dans un double mouvement, permit aux unes de transmettre leur expérience de ce qu'avait été le système dit 'communiste' ou 'socialiste' à l'Est, et aux autres d'assurer des formations en matière de contraception ou de droits des citoyens sur telle ou telle question.

Lorsque je suis rentrée à Genève pour prendre ma retraite, en 2008, je désirais mettre mon temps et mes aptitudes de traductrice à la disposition d'une ONG active dans le champ des droits humains, mais cela s'avéra plus compliqué que prévu. Et je n'ai pas su jouer le rôle de porte-parole que l'une de ces ONG – l'ICSW, qui fédère des associations sur les questions de pauvreté et de droits des femmes sur plusieurs continents – m'avait demandé d'assumer auprès de l'ONU. Après quelques années, les lourdeurs de la machine bureaucratique onusienne, le sentiment d'être prise au piège d'un univers de discours purement déclaratifs, sans contact direct avec le terrain, m'ont conduite à déclarer forfait. Je fais des traductions à l'occasion, quand on me le demande. Et au plan militant, je me contente d'une modeste participation au groupe genevois de la Marche mondiale des femmes (MMF).

A posteriori...

Ce qui, pour moi, demeure d'actualité dans l'expérience faite parmi les trotskystes, ce n'est pas le programme révolutionnaire, mais la dimension internationale des échanges que j'ai eus dans ce cadre – lesquels prolongeaient, d'une autre manière, mon expérience de vie antérieure. Et, par là même, la richesse des contacts noués avec des militants soucieux de justice sociale et désireux de combattre les implications d'un capitalisme et d'un ultralibéralisme aveugles. J'ai eu la chance d'être envoyée sur le terrain, à la fois comme journaliste et militante de la VI^e Internationale, à l'occasion de divers épisodes révolutionnaires – en Espagne, en Amérique latine ou en Pologne. Et j'y ai beaucoup appris, tant sur l'action collective que sur les rapports humains. Ce qui n'a rien d'original, à voir le nombre de trotskystes ayant emprunté des chemins de traverse qui, tout s'éloignant de leurs convictions initiales, n'en sont pas moins restés actifs dans des formations (politiques, syndicales, associatives) ayant en commun une volonté de contestation sociale. Et si, sur le tard, je suis devenue présidente du Conseil national des universités, ce n'est pas en raison du rayonnement de mes travaux, mais bien parce que cet organe – qui rassemble en France des représentants de toutes les disciplines – était issu d'un mouvement de protestation du monde académique, au début des années 2000, et qu'à cette occasion, j'avais fait preuve d'aptitudes à fédérer et à favoriser le débat acquises dans le cadre de mon expérience militante.

Concernant la publication de ces réponses et le fait qu'elles apparaissent ou non comme nominales, faites au mieux !

Genève, le 25 février 2016.